

Jean-Claude CALEGARI  
Expert-comptable  
Commissaire aux comptes

Pôle d'Activité Les Milles  
100 rue Victor Baltard  
13854 AIX-EN-PROVENCE  
CEDEX 3  
tél : 04 84 25 30 00

jccalegari@cogep.fr  
www.cogep.fr

## **RESONANCES MEDIATIONS ASSOCIATION**

**Siège social : 75 RUE MARCELLIN BERTHELOT  
ANTELIOS BAT F  
13290 AIX-EN-PROVENCE**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2024*

Aux Adhérents,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESONANCES MEDIATIONS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

# COGEP

## AUDIT

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à AIX-EN-PROVENCE, le 10 Avril 2025

Le Commissaire aux comptes  
**COGEP AUDIT**, représenté par  
Jean-Claude CALEGARI

# Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	7 105	6 198	907	1 595
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	33 125	28 811	4 313	7 186
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 959		7 959	10 507
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>48 188</b>	<b>35 009</b>	<b>13 179</b>	<b>19 289</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	295 883		295 883	277 399
	Autres créances	12 672		12 672	66 080
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	106 586		106 586	201 975
	Charges constatées d'avance	20 479		20 479	12 947
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>435 620</b>		<b>435 620</b>	<b>558 401</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à VI )</b>		<b>483 808</b>	<b>35 009</b>	<b>448 799</b>	<b>577 690</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				7 959	10 507
(3) dont à plus d'un an					
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	220 066	212 840
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	75 454	71 841
	Report à nouveau	75 523	75 523
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(138 944)</b>	<b>10 839</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>232 099</b>	<b>371 044</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées	1 600	3 200
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>1 600</b>	<b>3 200</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>233 699</b>	<b>374 244</b>
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	7 748	10 905
	<b>Total des provisions</b>	<b>7 748</b>	<b>10 905</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 143	32 166
	Dettes fiscales et sociales	176 597	149 792
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	3 613	10 583
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>207 352</b>	<b>192 541</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>448 799</b>	<b>577 690</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(138 944,37)	10 838,90
(1) Dont à moins d'un an		207 352	192 541
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

# Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	867 689	876 268
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	205 278	220 586
	Dons	3	
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	5	6
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	41 627	41 991
	Autres produits		
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 114 601</b>	<b>1 138 851</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	273 623	266 488
	Impôts, taxes et versements assimilés	35 670	36 346
	Rémunération du personnel	674 178	635 222
	Charges sociales	232 223	207 736
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	3 561	3 854
	Dotation aux provisions	1 035	
	Autres charges	2 199	1 508
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 222 488</b>	<b>1 151 153</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(107 887)</b>	<b>(12 302)</b>
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 032	1 863
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 032</b>	<b>1 863</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>(105 855)</b>	<b>(10 439)</b>
	Produits exceptionnels	13 555	37 575
	Charges exceptionnelles	46 643	16 297
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(33 089)</b>	<b>21 278</b>
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 130 187</b>	<b>1 178 289</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 269 132</b>	<b>1 167 450</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>(138 944)</b>	<b>10 839</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>	<b>32 867</b>	<b>20 264</b>
	Bénévolat		
	Prestations en nature	7 194	7 354
	Dons en nature	25 672	12 910
	<b>CHARGES</b>	<b>32 867</b>	<b>20 264</b>
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	7 194	7 354
	Personnel bénévole	25 672	12 910

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **448 799** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 130 187** euros et un total **charges** de **1 269 132** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-138 944** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016 relatif au Plan Comptable Général .

### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.»

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Règles et Méthodes Comptables

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, la société a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, la société n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.
- La société ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute.

## Annexe libre

### RESONANCES MEDIATIONS EN QUELQUES LIGNES

#### OBJET SOCIAL

L'association Résonances Médiations développe depuis plus de 26 ans une action centrée sur l'accompagnement des personnes en période de crise et/ou de transition : La MEDIATION FAMILIALE.

Son siège social est situé à Aix en Provence.

#### NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

Son objectif est de mettre à la disposition des personnes confrontées à une crise, un conflit, une rupture de communication, les moyens appropriés pour qu'elles élaborent une démarche de changement et/ou d'adaptation.

Conformément aux principes développés dans ses actes fondateurs, Résonances Médiations propose différents types d'interventions qui ont toutes pour objectif de renforcer la personne pour lui permettre de procéder à un changement, de développer ses compétences et d'entrer dans une démarche de dialogue et de coopération.

Ses activités se regroupent en trois secteurs : le Secteur Médiation, le Secteur Formation et celui consacré aux Actions Enfants/Parents.

#### MOYENS MIS EN OEUVRE

L'équipe en 2024 est composée de :

- 23 médiateurs dont 6 sortis en cours d'année,
- 7 assistantes administratives dont 2 sorties en cours d'année,
- 1 assistante de direction à temps partiel,
- 2 responsables administratives et financières dont une sortie en cours d'année,
- 1 directeur,

soit 17,07 équivalents temps pleins.

RESONANCES MEDIATIONS est adhérente à la FENAMEF et à l'APMF (fédérations de la MF).

#### LE SECTEUR MEDIATION

La médiation familiale civile sur initiative personnelle, dite " spontanée ", civile judiciaire, sur ordonnance du juge avec l'accord des personnes, suite à l'injonction que le juge fait aux personnes de participer à un entretien d'information pour prendre la décision de s'engager ou pas dans la démarche.

Les usagers du pôle médiation s'adressent au service : de leur propre initiative, après avoir entendu parler de l'association par une relation ou par le bouche à oreille, à l'issue d'une permanence d'information suite à une action de promotion de la médiation familiale (réunion publique organisée par le service médiation, article de presse, passage dans les

## Annexe libre

médias), suite à une formation organisée par le service formation de l'association (notamment cafés parents et conférences débats), sur orientation d'un professionnel travailleur social, avocat, juge, médecin, psychologue, services municipaux, de police...

### La Médiation Pénale :

Suite à une lettre du greffe des TJ informant chaque justiciable déposant une requête de l'existence de la médiation familiale, et lui donnant la liste des services, sur ordonnance du juge (généralement le Juge aux affaires familiales, plus rarement le juge des enfants) avec leur accord, suite à une ordonnance d'injonction à un entretien d'information sur l'objet et le déroulement de la médiation familiale, sur réquisitions du procureur de la République dans le cadre pénal, suite à une plainte pour non-paiement de la pension alimentaire, non représentation d'enfants, ou certains cas de violences (la démarche demeurant volontaire).

### Les entretiens :

Ils se déroulent en présence des deux (ou plusieurs) personnes en conflit, sur une ou deux heures, dans un espace de parole sécurisé et confidentiel, en présence d'un (ou deux) médiateur familial, tiers impartial et indépendant, respectant l'esprit, les techniques et l'éthique de la médiation familiale.

### Les intervenants :

L'équipe d'intervenants se compose de médiateurs familiaux professionnels diplômés d'état, salariés et bénévoles, issus des secteurs psychosocial et juridique, titulaires du diplôme d'état de médiateur familial.

Ils participent aux six analyses de pratique organisées par l'association et animées par un intervenant professionnel. Certains ont en plus une supervision.

### La co-médiation :

Les interventions se font le plus souvent possible avec la participation de deux professionnels aux compétences et aux spécificités complémentaires.

Cette collaboration ajoute à la distance et à l'impartialité, la posture de tiers de l'espace médiation propice à la responsabilité, la liberté des prises de décision, ainsi qu'à la construction/reconstruction du dialogue et du lien s'en trouve renforcée.

Facilite et étaye la tenue du cadre : le respect des règles de la médiation favorise un échange serein et sécurisé entre les personnes.

Apporte une complémentarité des compétences, une utilisation pertinente et plus créative des outils méthodologiques à la disposition de l'espace médiation ; le processus y gagne en efficacité et en dynamique de travail.

## Annexe libre

Permet un accueil facilité de l'expression des émotions, et un accompagnement soutenu de la difficulté de chacun des participants.

Propose aux participants un modèle de communication et/ou de gestion de conflit : l'observation des modes d'échange et de dialogue mis en place par les deux médiateurs concrétise pour les participants une nouvelle manière possible de faire.

Permet une analyse des pratiques continue : avant et après chaque entretien, une réflexion commune sur l'objectif et le contenu du travail, une analyse de ce qui s'y est fait, et une étude des questions soulevées permet à chaque médiateur d'améliorer sa pratique.

### LA GESTION DE L'ASSOCIATION

Le pôle administratif est situé au siège d'Aix en Provence. Il se compose d'un directeur, d'un responsable administratif et financier à temps plein et d'une assistante de direction à 75% et 25% sur la médiation familiale en tant qu'assistante administrative sur l'antenne d'Aix Val de Durance.

Le Conseil d'administration et son bureau se réunissent régulièrement, assurent la supervision du travail de la direction, donnent les grandes orientations du projet de l'association et les approuvent.

### LE SERVICE MEDIATION FAMILIALE CIVILE

L'organisation des médiations se fait de façon autonome au sein de 5 antennes réparties sur les départements 13, 83 et 84, gérée chacune par un responsable de territoire disposant d'un secrétariat propre.

L'antenne Aix Val de Durance partage les locaux du siège social de l'association, qui jouxte à la fois le Sud Vaucluse (Pertuis) et l'ouest du Haut Var (Rians) et gère l'activité d'Aix en Provence, des communes du Val de Durance, (conventionnement du Comité Départemental de la Parentalité 13) du Sud Vaucluse (conventionnement du Comité Départemental de la Parentalité 84).

L'antenne Haut Var se situe à Draguignan et dispose d'un lieu d'accueil (conventionnement du Comité départemental de la Parentalité 83) dans lequel est géré l'organisation et le secrétariat de l'antenne au 16 rue Cisson.

L'antenne de Marseille/Aubagne couvre le territoire de Marseille et du Pays d'Aubagne dans laquelle est gérée l'organisation et le secrétariat à Marseille (6ème) au 102 Cours Lieutaud.

L'antenne de Tarascon couvre le territoire du ressort du TGI de Tarascon (Communautés de commune ACCM et Terres de Provence). L'antenne dispose d'un local mis à disposition par la mairie et d'un secrétariat au Pôle social Avenue Pierre Semard.

## Annexe libre

L'antenne d'Avignon depuis le 1er janvier 2020, couvre le territoire du Vaucluse. L'organisation et le secrétariat de l'antenne se situent à Avignon au centre d'Affaire Cap Sud 395 rue pierre Seghers.

### LES LIEUX D'INTERVENTION (voir plaquette)

Résonances médiations se déploie au plus près et au plus tôt des familles en crise. Son action est urbaine mais également active dans des zones rurales où l'isolement géographique complique l'accès à la médiation familiale.

### PROGRAMME D'ACTIVITE 2024

Maintien des activités de médiation familiale :

Poursuite de " L'activité de médiation familiale, en réponse à la demande de l'utilisateur, sur démarche personnelle et/ou ordonnée avec son accord par le juge, des accompagnements auprès des familles, des actions de formation et de soutien à la parentalité (cafés parents, conférences débats, médiation scolaire).

" Poursuite du partenariat privilégié avec les partenaires de la médiation familiale réunis dans le Comité Départemental de la parentalité (CAF, Justice, Conseil Général, MSA) dans le cadre de la politique de développement de la médiation familiale dans les Bouches du Rhône, le Var, le Vaucluse et de la prestation CAF.

" Poursuite des partenariats engagés avec la Cour d'Appel d'Aix en Provence, la Cour d'Appel de Nîmes, les juges, les avocats.

" Poursuite des activités de permanences mensuelles d'information à la médiation familiale et au droit de la famille, et d'entretiens de médiation (sur ordonnance et/ou spontanées).

- Répondre aux besoins de médiation familiale sur les Bouches du Rhône, avec une activité toujours en augmentation ;
- Continuer de structurer l'association (vie des antennes, moyens financiers, techniques et humains).
- Maintenir les activités médiation familiale et faire vivre le partenariat avec nos prescripteurs, notamment Justice, (PAD, Antennes de Justice,...) ;
- Développer la culture et l'éthique de la médiation auprès de nos partenaires de terrain locaux, par des activités connexes de régulation d'équipes, d'analyse des pratiques professionnelles avec l'approche médiation ;
- Prospector sur le territoire Bouches du Rhône et Var des lieux d'accueil de la médiation familiale en fonction des besoins spécifiques des familles dans un contexte de ruralité.

" Un partenariat privilégié avec le Ministère de la justice : conventions avec 2 Cours

## Annexe libre

d'Appel et 6 Tribunaux Judiciaires.

- La Cour d'appel d'Aix en Provence, 4 tribunaux judiciaires des Bouches du Rhône et du Var (Aix en Provence, Draguignan, Marseille, Tarascon).
- La Cour d'appel de Nîmes, tribunaux d'Avignon et de Carpentras.
- Participation aux expérimentations de " double convocation " et aux commissions de travail.
- La participation aux travaux de la Fédération Nationale de la Médiation et des Espaces Famille (FENAMEF) sur la médiation familiale et la formation et aux assemblées générales de cette fédération et de l'APMF.
- Membre du conseil d'administration de la FENAMEF.
- Membre du conseil d'administration du CDAD 13. Formation des futurs médiateurs familiaux diplômés d'état.
- Responsable de la formation du Diplôme d'Etat de Médiateur familial (DEMF) à l'Institut Régional du Travail Social IRTS Paca / Corse.
- Des professionnels du secteur social.
- Site qualifiant accueillant les stagiaires de différents organismes de formation (IRTS PACA et Corse, de Montpellier, ESSSE).

" Sensibilisation et promotion de la médiation familiale auprès de la justice et des professionnels.

" Développer la médiation familiale à distance : (via ZOOM) : organiser des médiations à distance pour permettre à des familles géographiquement éclatées de pouvoir continuer à dénouer le conflit et renouer le dialogue. Un groupe de travail interne a établi un référentiel de pratiques adaptées à ce nouveau mode de communication en respectant le code éthique et déontologique de la médiation familiale.

" Développer la médiation familiale successorale.

" Développer la médiation familiale dans les situations de vieillissement (médiations intergénérationnelles).

" Développer la médiation familiale parents adolescents. Recrutement de nouveaux médiateurs en 2024 pour faire face à un accroissement de l'activité de MF et de double convocation. Développement de la promotion de la médiation familiale par la sensibilisation des acteurs sociaux, institutionnels, scolaires et des politiques en charge de la gestion des territoires.

Sous réserve :

- d'un soutien financier pérenne de la CNAF via les CAF 13,83 et 84.

## Annexe libre

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

#### SUBVENTION D'EQUIPEMENT

NEANT

#### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles 0

Engagements financiers 0

Engagements donnés 0

Engagements reçus 0

#### ENGAGEMENT EN MATIERE DE PENSIONS ET RETRAITES

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Une provision pour charge a été comptabilisée en 2024 de 1 035 € Nicole FEDELE et Eugénie TEIXEIRA.

Une reprise de provision de 4 192 € a été comptabilisée au 31/12/2024 suite au départ de Madame Magali CHERICI Responsable Administrative et Financière.

#### PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

##### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

Créances Usagers et comptes rattachés	0
Autres créances	12 672

##### Charges à payer

Charges à payer au 31/12/2024	3 613
-------------------------------	-------

## Annexe libre

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	7 105					7 105
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 105					7 105
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	15 568					15 568
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	17 556					17 556
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33 125					33 125
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	10 507		161		2 710	7 959
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 507		161		2 710	7 959
TOTAL		50 737		161		2 710	48 188

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	5 510	688		6 198
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 510	688		6 198
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	4 280	1 020		5 299
	Matériel de transport	5 336	1 530		6 865
	Matériel de bureau, mobilier	16 323	324		16 646
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 938	2 873		28 811	
TOTAL		31 448	3 561		35 009

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	10 905	1 035	4 192	7 748
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>10 905</b>	<b>1 035</b>	<b>4 192</b>	<b>7 748</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>10 905</b>	<b>1 035</b>	<b>4 192</b>	<b>7 748</b>

Dont dotations  
et reprises

{  
- d'exploitation  
- financières  
- exceptionnelles

1 035

4 192

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds propres</b>				
- Valeur du patrimoine intégré	204 779	7 226		212 005
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	8 061			8 061
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves	71 841	3 613		75 454
Report à nouveau	75 523			75 523
Résultat de l'exercice	10 839		149 783	(138 944)
<b>Autres fonds associatifs</b>				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement	8 000			8 000
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement	(4 800)		1 600	(6 400)
Droits des propriétaires				
<b>TOTAL</b>	<b>374 244</b>	<b>10 839</b>	<b>151 383</b>	<b>233 700</b>

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés				
<b>TOTAL</b>				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

## Dons manuels

Ressources provenant de la générosité du public Dons manuels	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

# Legs et donations

Ressources provenant de la générosité du public Legs et donations	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 959	7 959	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	295 883	295 883	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 305	1 305	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	150	150	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	11 218	11 218	
	Charges constatées d'avance	20 479	20 479	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>336 993</b>	<b>336 993</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	27 143	27 143		
	Personnel et comptes rattachés	89 690	89 690		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	57 694	57 694		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	29 212	29 212		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	3 613	3 613		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>207 352</b>	<b>207 352</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2024
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>13 555</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b> <i>PRODUITS EXCEPT/EX.ANTERIEURS</i>	9 255	<b>9 255</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b> <i>PRODUITS CESSIONS ELEMENTS ACTIF IMMOBILIER FINANCIER</i> <i>QUOTE PART SUBV VIREE AU RESU</i>	2 700 1 600	<b>4 300</b>
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>46 643</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opération de gestion</b> <i>charges sur exercices anterieu</i>	43 933	<b>43 933</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opération en capital</b> <i>VALEURS COMPTABLES ELEMENTS ACTIFS IMMOBILIER FINANCIER</i>	2 710	<b>2 710</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>(33 089)</b>